

VertraulichP R O T O K O L L

der Sitzung der nationalrätlichen Zolltarif-
kommission vom 17. September 1952 in Bern
(Parlamentsgebäude, Zimmer 86).

Vorsitzender: Nationalrat Dr. Karl Obrecht.

Anwesende Kommissionsmitglieder: Dellberg, Duttweiler, Eder,
Hackhofer, Hostenstein, Hofer,
Moulin, Oldani, Rosset, Ryser,
Schmid, Schuler, Steiner, Triebold.

Ihre Anwesenheit entschuldigten die Kommissionsmitglieder: Devenoge, Grimm, Herzog,
Reichling.

Anwesend sind auch die Herren: Bundesrat Petitpierre
Dr. Gut, 2. Sektionschef des EFD

Protokoll: Fürsprech Brunner, Handelsabteilung

TRAKTANDUM:

Verordnung des Bundesrates vom 30. Mai 1952 über Affidavits im gebundenen Finanzzahlungsverkehr mit dem Ausland.

Beginn der Sitzung: 17.9.52 15.00 Uhr

Der Präsident eröffnet die Sitzung und macht die Kommission darauf aufmerksam, dass es sich lediglich darum handeln kann, die in Frage stehende Verordnung zu genehmigen oder nicht zu genehmigen, nicht aber die Verordnung oder einzelne Bestimmungen abzuändern.

Le conseiller fédéral Petitpierre:

La compétence du conseil fédéral pour la réglementation de cette matière réside dans les articles 7 et 12 de l'arrêté du conseil fédéral du 12 mai 1950 concernant l'admission de créances au service réglementé des paiements avec l'étranger et la décentralisation du dit service. Cet arrêté a sa base légale dans l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 concernant les mesures de défense économique envers l'étranger, modifié le 22 juin 1949 et prolongé par l'arrêté fédéral du 17 juin 1948. Je me borne à ces indications principales, pensant que vous me dispenserez de refaire ainsi l'historique complet du système des affidavits que j'avais exposé le 20 juin 1951 dans ma réponse à l'interpellation Gitermann. Je me réfère également à la réponse du conseil fédéral à une question Dellberg du 18 mai 1952 concernant le même sujet.

La codification qui a été préparée par le Département politique tient compte de la pratique suivie depuis 1945 et en même temps des lacunes qui existent dans l'ancienne réglementation. Il ne serait pas juste d'exploiter les abus qu'on appelle les affaires d'affidavits pour des buts politiques. Il ne faut pas oublier que la somme totale des montants qui ont été transférés à tort par le canal du service réglementé des paiements sur la base de faux affidavits, ne dépasse pas 5 millions de francs. Encore faut-il ajouter que ces montants ont pu être récupérés, grâce précisément au système d'affidavits existant, parce que les banques étaient obligées à restitution par les conventions d'affidavits qu'elles avaient conclues avec l'association suisse des banquiers. Cette somme de 5 millions de francs est minime, si l'on pense que sur la base des "affidavits de convention", il a été transféré en 1948 190 millions, en 1949 125 millions, en 1950 119 millions et en 1951 184 millions de francs. Il ne faut pas non plus vouloir établir, comme on l'a fait, un lien entre les faux certificats de domiciliation dans la procédure de certification et l'affaire des affidavits.

Les abus constatés ne pouvaient constituer un motif suffisant pour dépouiller l'Association suisse des

banquiers ou les banques-affidavits de leurs attributions. On aurait pu songer à reporter l'ensemble de ces fonctions sur l'Office de compensation, qui aurait eu seul pouvoir d'établir des affidavits. Cependant on se serait trouvé pratiquement devant une impossibilité: c'est par centaines que des titres étrangers sont négociés journallement en bourse, et c'est donc par centaines que l'Office de compensation aurait dû établir quotidiennement des affidavits, en se fondant sur les indications des banques. L'Office de compensation se serait vu contraint d'engager un nombreux personnel qualifié supplémentaire, augmentation qui eût été à l'encontre des vœux de l'opinion publique et des décisions des Chambres fédérales.

Il aurait été encore possible de choisir une solution intermédiaire consistant à placer le système des affidavits sous le contrôle direct de l'Office de compensation en ce sens que cet office aurait été autorisé à émettre des affidavits mais aurait eu la possibilité de déléguer cette compétence aux banques. Le rôle joué par l'Association suisse des banquiers aurait ainsi passé à l'Office de compensation; en conséquence il n'y aurait plus eu de convention mais à sa place des ordonnances de l'Office de compensation. Les banques auraient été sous le contrôle direct de l'Office de compensation qui aurait fait faire les révisions. La collaboration avec l'Association suisse des banquiers se serait bornée alors à une coopération de l'Association lors de la préparation des ordonnances de l'Office de compensation, de l'établissement de nouvelles formules d'affidavits, etc.

Cependant, nous ne voyons aucune raison d'enlever à l'Association des banquiers les fonctions qu'elle a exercées durant toute la guerre d'une manière en général satisfaisante. Ce procédé serait d'autant moins justifié que l'Association des banquiers elle-même a été sollicitée en 1945 de prêter son concours au service réglementé des paiements. En plaçant les banques-affidavits sous le contrôle direct de l'Office de compensation, on provoquerait vraisemblablement un vif mécontentement dans de larges milieux, qui verraient dans cette mesure une manifestation nouvelle de l'expansion administrative. Considéré sous l'angle pratique, ce transfert de pouvoirs ne semble d'ailleurs pas nécessaire. L'ordonnance permet en effet d'étendre et de renforcer le contrôle si la nécessité s'en fait sentir.

Après avoir examiné la question à fond, le Département politique fédéral en est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas lieu de procéder à une modification

radicale du système. Les autres départements consultés, le Département de l'Economie publique, le Département des Finances et des Douanes, le Département de Justice et Police, se sont ralliés à cette conclusion. Il s'est donc contenté de codifier la procédure en vigueur en y apportant les ajustements nécessaires.

Je me permets donc d'insister pour que vous approuviez l'ordonnance en question. Je me tiens à votre disposition pour des renseignements supplémentaires. De même, mon collaborateur M. Gut, sera prêt à répondre à vos questions ou à commenter certains points techniques.

Der Präsident

gibt davon Kenntnis, dass zu der Affidavitverordnung von den Nationalräten Dellberg und Duttweiler zwei schriftliche Anträge eingereicht worden sind (vergleiche Beilagen).

Dellberg:

Die formelle Kompetenz des Bundesrates zum Erlass der Verordnung wird nicht bezweifelt, wohl aber, ob er materiell überhaupt die in Frage stehende Regelung hätte treffen sollen und ob sich die bisherige Regelung bewährt hat. Wenn die vorgekommenen Missbräuche im Verhältnis zu den Gesamtauszahlungen bagatellisiert werden sollen, kann dem nicht zugestimmt werden. Die Uebertragung zahlreicher Kompetenzen an die Bankiervereinigung muss als Fehler betrachtet werden, da es nicht Sache einer privaten Körperschaft sein kann, diese amtlichen Funktionen zu erfüllen. Auch über die Anzeigepflicht der Bankiervereinigung im Rahmen der alten Ordnung haben offenbar die Experten eine andere Meinung gehabt, als sie Herr Bundesrat Petitpierre zum Ausdruck bringt. (Er zitiert Ausführungen des Experten Dr. Paul Meyer aus dem Artikel in Nr. 673 der Neuen Zürcher Zeitung vom 31. März 1950.) Es muss als stossend angesehen werden, dass die Bankiervereinigung keine der ihr bekannten Fälle dem Bundesrat zur Kenntnis gebracht hatte und es ist unverständlich, dass deswegen keine Anzeige erfolgte. Die bisherige Praxis wies somit verschiedene Nachteile auf und von ihrer Bewährung kann entgegen den Ausführungen des Bundesrates auf Seite 2 des Berichtes keine Rede sein. Es ist auch nicht beruhigend, dass gemäss Art. 13 Al. 2 die bisherigen Konventionen weitergelten sollen.

Die falschen Affidavits stehen im Zusammenhang mit den falschen Wohnsitzbescheinigungen. Bundesrat von

Steiger hatte 1948 die feierliche Erklärung abgegeben, dass alle Fälle ohne Rücksicht auf die Person untersucht und weiter verfolgt würden. Sowohl die Zeitung "La Suisse" wie das "Journal de Genève" (Herr Reverdin) haben die Langsamkeit des Bundesrates in der Verfolgung dieser Verstösse kritisiert und mit Anklagen an den Bundesrat das in der Westschweiz bestehende "malaise" zum Ausdruck gebracht. Seinerzeit sprach man von 100 Millionen Franken zu Unrecht ausbezahlten Beträgen, in der Folge hiess es, es seien nur 30 Millionen, dann sogar nur noch 7 Millionen und gemäss den heutigen Ausführungen Herrn Bundesrat Petitpierre's noch 5 Millionen Franken. Es scheint, dass ein grosser Teil der Fälle noch nicht abgeklärt worden ist. Dies ist jedoch dringend erforderlich, denn Recht muss Recht bleiben.

Duttweiler:

Aehnliche Mitteilungen über die Missbräuche sind auch dem Sprechenden zugekommen. Die Bankiervereinigung hat nur einen kleinen Teil der vorgekommenen Missbräuche zur Anzeige gebracht, alle anderen wurden mehr oder weniger zufällig aufgedeckt.

Zum Inhalt der Verordnung hat der Sprechende bereits anlässlich der Sitzung in Buchs darauf hingewiesen, warum die Verordnung juristisch nicht befriedigen kann. Er ist bereit, weitere Anregungen für Abänderungen zu machen und schlägt zu diesem Zweck artikelweise Beratung vor.

Für die Bankiervereinigung handelt es sich verständlicherweise auch um eine Prestige-Frage. Die Kontrolle durch die Schweizerische Verrechnungsstelle wäre jedoch keine Beleidigung. Im Gegenteil muss die Frage einer genügenden Kontrolle als das entscheidende Problem betrachtet werden. Dies hängt auch zusammen mit dem grundsätzlichen Problem der Ausübung der parlamentarischen Kontrolle in wirtschaftlichen Fragen, das der Sprechende ebenfalls während der Buchsertagung der Kommission aufgeworfen hat.

Der Präsident

macht darauf aufmerksam, dass die Kommission keine Kompetenz für die artikelweise Beratung der Verordnung besitze.

Duttweiler

entgegnet, dass die Kommission wohl über die Art der Beratung souverän entscheiden könne.

Schmid

verweist eingangs ebenfalls auf seine Ausführungen anlässlich der Tagung der Kommission in Buchs. Es wirkt stossend, dass die Verordnung vom Eidg. Politischen Departement ausgearbeitet worden ist, das gleichzeitig Beschwerdeinstanz ist. Wenn keine Rechtsgrundlage für den Erlass einer Verordnung durch das Parlament besteht, so hätte eben der Gesetzesweg beschritten werden können.

Die Bankiervereinigung hat unter dem bisherigen System versagt. Trotzdem wird sie neuerlich mit der Durchführung der Regelung beauftragt. Wenn die Verordnung im Zusammenhang mit dem 45. Bericht der Zollltarifkommission und dem Parlament unterbreitet wurde, so herrschte wohl die Hoffnung, dass sie so nebenbei mitbehandelt und genehmigt würde. Sie ist jedoch wichtig genug, um an einer besonderen Tagung besprochen zu werden. Der Dringlichkeit der Angelegenheit ist mit dem Erlass der Verordnung bereits Rechnung getragen. Sie bleibt vorläufig in Kraft. Die Verzögerung der Genehmigung schadet somit materiell nichts. Der Bundesrat sollte jedoch die Frage prüfen, ob die Materie nicht durch eine Verordnung des Parlamentes geregelt werden könnte, damit dieses die Möglichkeit hat, zu den einzelnen Bestimmungen Stellung zu nehmen. Jetzt befindet sich die Kommission in einer Zwangslage, da sie nur Wünsche anbringen, jedoch keine materiellen Änderungen vornehmen kann. Sollte der Bundesrat nicht bereit sein, die Verordnung dem Parlament zur materiellen Beratung vorzulegen, so würde der Sprechende den Antrag auf Nichtgenehmigung stellen.

Le conseiller fédéral Petitpierreà Dellberg

Le fait qu'il y a eu des abus pour environ 5 millions ne peut être invoqué pour prétendre que le système est mauvais. Des abus peuvent se produire sous le meilleur système. L'Association suisse des banquiers a spontanément rétabli l'état antérieur dès qu'elle eut connaissance des abus.

Le but de l'ordonnance est de tenir compte et des critiques émises et des lacunes de l'ancienne réglementation. L'article 8 de l'ordonnance impose à l'Association des banquiers expressément l'obligation de signaler sans délai les irrégularités à l'Office de compensation. Il y a confusion si l'on construit un rapport entre les faux affidavits et les fausses domiciliations. La première affaire est liquidée, tandis que les fausses domiciliations, je le répète, n'ont rien à voir avec les faux affidavits ni avec la présente ordonnance. La déclaration du conseiller

fédéral de Steiger visait, sauf erreur, les fausses domiciliations.

Il ne serait pas opportun de subordonner les banques au contrôle direct de l'Office suisse de compensation en lieu et place de la surveillance générale que ce dernier exerce sur la façon dont l'Association suisse des banquiers exécute ses fonctions en vertu de l'article 7 al. 1.

à Schmid:

Je ne peux partager l'opinion de M. Schmid sur l'opportunité de légiférer en cette matière par la voie du parlement sous forme d'une ordonnance spéciale ou d'une loi. Il s'agit en l'occurrence d'une mesure accessoire. Il n'y a aucune raison de prévoir un traitement différentiel. La procédure choisie ne présente pas un caractère anormal.

Dr. Gut

führt zur Rolle der Bankiervereinigung im allgemeinen folgendes aus:

Auf Grund der Feindgesetzgebung der kriegsführenden Staaten, die unter anderem auch Schwarzlisten einführte, wurden auch Schweizerbürger von diesen Massnahmen bedroht. Der Bundesrat konnte sich mit einer Diskriminierung einzelner Schweizer auf Grund ausländischer Vorschriften nicht abfinden. Die Bankiervereinigung hatte zur Verteidigung der schweizerischen Interessen auf diesem Gebiet durch Einführung von Affidavits eine Rolle übernommen, die der gesamten Volkswirtschaft zugute kam. Als sich 1945 die Frage stellte, wie im dezentralisierten Zahlungsverkehr der Nachweis des schweizerischen Charakters von Finanzforderungen zu erbringen sei, war man froh, dass bereits ein Affidavit-System bestand, das übernommen werden konnte, ohne dass ein neuer staatlicher Verwaltungsapparat geschaffen werden musste.

Die Verfehlungen im Umfang von 5 Millionen Franken stellen im Verhältnis zu den grossen Summen, die auf Grund der Affidavitregelung rechtmässig zur Auszahlung gelangen, keinen genügenden Grund dar, um der Bankiervereinigung das bisher von ihr ausgeübte Mandat zu entziehen. Selbst wenn ihre Funktionen in vermehrtem Masse von einer Amtsstelle übernommen würden, könnte auf die Mitarbeit der Banken nicht verzichtet werden, da auch in diesem Falle die Amtsstelle auf entsprechende Atteste der Banken abstellen müsste.

Es wird behauptet, die angedrohten Strafen seien zu niedrig. Da sich die Verordnung auf den Bundesbeschluss

./.

vom 14. Oktober 1933 über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland stützt, muss sie sich an den in diesem Bundesbeschluss gegebenen Strafraumen halten, der in Art. 6 auf Busse bis zu Fr. 10'000.-- und Gefängnis bis zu 12 Monaten beschränkt ist. Wir können daher nicht weiter gehen. Es ist aber auch nicht notwendig, die Strafandrohungen zu verschärfen, da diese Strafen vollauf genügen. Unrechtmässige Gewinne, die bei allfälligen Affidavitmanipulationen erzielt werden, können eingezogen werden. Ferner ist zu sagen, dass die Strafbestimmungen der Affidavit-Verordnung nur subsidiär Anwendung finden, d.h. wenn im Strafgesetzbuch keine Strafbestimmungen vorhanden sind (vgl. Art. 10, Abs. 4 der Verordnung des Bundesrates vom 30. Mai 1952). Werden Affidavits vorsätzlich gefälscht, so finden die Strafandrohungen des ordentlichen Strafrechts Anwendung. Es besteht kein Anlass, Affidavittfälschungen unter noch schärfere Strafandrohungen zu stellen. Bei Widerhandlungen, die unter Art. 10 der Affidavit-Verordnung des Bundesrates fallen, handelt es sich also immer um solche, die vom ordentlichen Strafrecht nicht erfasst sind und für solche genügt der Strafraumen vollauf.

Es wurde der Vorwurf erhoben, die Verordnung enthalte eine Verwischung des Grundsatzes der Gewaltentrennung, indem das EPD nicht nur gesetzgebendes, sondern gleichzeitig auch ausführendes und richterliches Organ sei. Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass es sich beim Clearingrecht um ausserordentliches Recht handelt. In dieser Materie ist es bis zu einem gewissen Grad unvermeidlich, dass das zuständige Departement z.B. die Kriterien dafür ausarbeitet, was als schweizerischer Besitz gelten soll. Was die richterlichen Funktionen anbelangt, so besteht eine Rekursmöglichkeit an die ordentlichen Instanzen des Clearingrechts. Was die Verfolgung und Beurteilung von Widerhandlungen betrifft, so liegt sie in den Händen der kantonalen Gerichte bzw. des Bundesgerichtes. Im übrigen handelt es sich hierbei z.T. um die Frage der Zulässigkeit der Verwaltungsgerichtsbarkeit, die jedoch grundsätzlicher Natur ist und nicht in diesem Zusammenhang wird entschieden werden können.

Die Ueberwachung der Affidavits geschieht so, dass einerseits die Bankiervereinigung durch private Revisionsgesellschaften jährlich eine bestimmte Anzahl von Revisionen veranlasst an Hand der von ihr den Banken zur Verfügung gestellten vorgedruckten Affidavitformulare, andererseits die Verrechnungsstelle das ganze Jahr hindurch Stichproben vornimmt an Hand der in den Kontoauszügen der Banken verbuchten Auszahlungen. Die Verrechnungsstelle veranlasste im Jahre 1949 525 Stichproben, 1950 676 und 1951 686. Es trifft also nicht zu, dass ausschliesslich die Bankiervereinigung die Kontrolle ausübt, vielmehr liegt eine Arbeitsteilung zwischen Bankiervereinigung und Verrechnungsstelle vor. Der

Revisionsplan und die Weisungen an die Revisionsstellen sind von der Bankiervereinigung im Benehmen mit der Verrechnungsstelle auszuarbeiten. Ueber das Ergebnis der Revisionen hat die Bankiervereinigung der Verrechnungsstelle periodisch einen zusammenfassenden Bericht zu erstatten. Die Verrechnungsstelle kann die Originalberichte einsehen und ergänzende oder besondere Revisionen verlangen und nötigenfalls selber Revisionen, Kontrollen oder Stichproben durchführen. Die Stichproben der Verrechnungsstelle und die Revisionen der privaten Treuhandgesellschaften können jederzeit verstärkt werden, wenn es notwendig ist. Es muss jedoch darauf hingewiesen werden, dass die Schweizerische Verrechnungsstelle ohne eine Vermehrung ihres Personalbestandes kaum in der Lage sein wird, ein Mehr an Kontrollen zu übernehmen als hier vorgesehen ist.

Man scheint zu vergessen, dass der grosse Vorteil der Mitarbeit der Banken darin besteht, dass sie im Falle von Missbräuchen haften. Eine derart strenge und wirksame Haftung gibt es in andern Sektoren des gebundenen Zahlungsverkehrs überhaupt nicht. Wenn z.B. Ausländer im Reiseverkehr Schweizerfranken missbräuchlich einkassieren, so können diese Gelder nicht wieder eingetrieben werden. Im Finanzsektor dagegen setzt bei Missbräuchen (sogar bei Fahrlässigkeit) stets auch die Haftung der Banken ein. Diese Banken sind in der Schweiz domiziliert und können jederzeit ins Recht gefasst werden. Würde ein Amt, wie z.B. die Verrechnungsstelle, die Affidavits ausstellen, so bestünde diese Haftung ebenfalls nicht. Sie stellt das Korrelat zu der Mitwirkung der Banken im Affidavitwesen dar. Es ist bisher in allen Fällen von Missbräuchen gelungen, die Beträge wieder einzutreiben und das ist wichtig. Übertragen wir die Funktionen der Bankiervereinigung auf die Verrechnungsstelle, so sind die Banken nicht bereit, eine so weitgehende Haftung zu übernehmen, wie sie bisher auf Grund der Konvention bestand und wie sie in Art. 5 der Verordnung umschrieben ist.

Es ist beanstandet worden, dass die Revisionsstellen die wahrgenommenen Verstösse nicht direkt der Verrechnungsstelle, sondern zunächst ihrem Auftraggeber, d.h. also der Bankiervereinigung zu melden haben, welche dann unverzüglich und unverändert die Verrechnungsstelle zu verständigen hat. Die privaten Treuhand- und Revisionsgesellschaften haben uns erklärt, dass sie nicht in der Lage sind, Revisionsaufträge entgegenzunehmen, wenn sie der Verrechnungsstelle direkt Meldung zu erstatten hätten. Sie hätten ausser dieser Revisionsstätigkeit auch noch die ordentliche Tätigkeit und sie wollen nicht als Agent der Verrechnungsstelle betrachtet werden. Die Bankiervereinigung ist ihr Auftraggeber und nicht die Verrechnungsstelle. Das ist wohl richtig. Hauptsache für uns ist, dass eine Meldepflicht gegenüber der Ver-

- 10 -

rechnungsstelle besteht.

Holenstein

weist darauf hin, dass die Kommission in ihrer gegenwärtigen Besetzung nicht beschlussfähig ist. Die abschliessende Behandlung dieser Materie wird daher noch einmal verschoben werden müssen. Dies stellt jedoch kein Unglück dar, da einerseits die Verordnung bereits in Kraft steht und weitergilt, andererseits auf Grund der nunmehr erhaltenen Informationen die Angelegenheit weiter geprüft werden kann. Persönlich ist der Sprechende der Auffassung, dass kein Grund für die Nichtgenehmigung besteht. Der Bundesbeschluss von 1933 gibt als Rechtsgrundlage dem Bundesrat die Kompetenz zum Erlass dieser Verordnung. Wenn eine andere Zuständigkeitsordnung gewünscht wird, so muss auch die Rechtsgrundlage geändert werden.

Auch der Inhalt der Verordnung ist nicht schlecht, indem die Anwendung dieser schwierigen und heiklen Materie derjenigen Instanz anvertraut bleibt, die am besten eingearbeitet ist. Auch der Einwand, die Bankiervereinigung sei nicht mehr vertrauenswürdig, hält nicht stand. Die Mitarbeit von Berufsorganisationen wird auch noch auf verschiedenen anderen Gebieten des Wirtschaftslebens beansprucht, ohne dass von vorneherein behauptet werden dürfte, dass damit der Nachteil der Schonung bedeutender Mitglieder der betreffenden Organisationen verbunden wäre. Auch unter dem besten System kann es vorkommen, dass Verfehlungen passieren und Sünder durchschlüpfen. Die Uebertragung zusätzlicher Funktionen an die Verrechnungsstelle und die damit verbundene weitere Aufblähung ihres Bestandes wäre sicherlich auch keine gute Lösung. Auf Grund der neuen Verordnung sind immerhin die Lücken, die bis jetzt bestanden hatten, ausgefüllt worden. Die Verordnung sollte daher genehmigt werden.

Rosset:

Il s'agit en l'occurrence d'une matière très délicate. La procédure pour l'admission des "banques-affidavits" prévue par l'article 3 de l'ordonnance, n'est pas satisfaisante.

Les faux affidavits constituent un faux dans les titres publics pour lequel le code pénal suisse prévoit la peine de réclusion pour 5 ans au plus. L'ensemble de l'ordonnance donne satisfaction. La procédure suivie pour son élaboration est la procédure régulière, qui est également appliquée dans d'autres domaines. Je propose d'approuver l'ordonnance.

./.

Schmid

weist ebenfalls auf die Beschlussunfähigkeit der Kommission in ihrer gegenwärtigen Besetzung hin. Die Angelegenheit wird daher nochmals behandelt werden müssen. Dies wird auch Gelegenheit geben zur weiteren materiellen Prüfung, was umso besser ist, als die bisher zur Verfügung gestandene Zeit eher kurz war. Trotzdem die Verordnung bereits im Mai erlassen worden ist und seit dem 1. Juli 1952 in Kraft steht, haben die Mitglieder der Zolltarifkommission sie doch erst einige Wochen vor Beginn der Parlamentssession erhalten. Für die definitive Prüfung der Verordnung anlässlich der nächsten Sitzung unserer Kommission sollten auch die Ausführungsweisungen der Bankiervereinigung gemäss Art. 4 vorliegen, damit die Regelung in Kenntnis ihrer vollständigen Bedeutung und Tragweite als Ganzes gewürdigt werden kann.

Dellberg:

Zu dem Umfang der vorgekommenen Missbräuche, die nunmehr nur noch 5 Millionen Franken umfassen sollen, ist festzustellen, dass Herr Dubois, Substitut des Bundesanwaltes, seinerzeit von 30 Millionen Franken sprach, während Zeitungsberichte sogar 100 Millionen Franken erwähnten. Eine Erklärung für diese Widersprüche fehlt noch. Entgegen der Meinung von Herrn Bundesrat Petitpierre stehen die falschen Wohnsitzbescheinigungen doch in einem gewissen Zusammenhang mit den falschen Affidavits, da letztere auf den Wohnsitzbescheinigungen basieren. Das mindeste, was von den in der Verordnung angedrohten Strafen gesagt werden kann, ist, dass sie keine abschreckende Wirkung ausüben. Bezüglich der Generalprävention äusserte sich auch der Experte des Bundesgerichts, Herr Dr. Paul Meyer, dass von einem befriedigenden Ergebnis nicht gesprochen werden könne.

Der Präsident:

Von drei Möglichkeiten, dem Rat die Genehmigung zu beantragen, Nichtgenehmigung zu beantragen oder die Behandlung auszusetzen bis zur nächsten Session, wird infolge der Beschlussunfähigkeit der Kommission nur die dritte in Frage kommen. Demgemäss wird beschlossen:

- I. Die Affidavitverordnung wird auf die Traktandenliste der Novembersession der Zolltarifkommission aufgenommen.

II. Auf Antrag Duttweiler wird die Traktandenliste der Novembersession der Kommission mit zwei weiteren Traktanden ergänzt, sodass sie nunmehr provisorisch wie folgt lautet:

1. Affidavitverordnung,
2. Revision des Generalzolltarifes,
3. Schuman-Plan (Referat Vizedirektor Hauswirth),
4. Aussprache über den Aufgabenkreis der Zolltarifkommission,
5. Aussprache über die Richtlinien für die Handhabung der handelspolitischen Kontingente,
6. Verschiedenes.

III. Infolge militärdienstlicher Verhinderung des Präsidenten am 3. und 4. November 1952 wird die Novembersession der Kommission um eine Woche, auf den 10/11. November verschoben.

IV. Als Sitzungsort für die Novembertagung wird Bern bestimmt.

16.30 Uhr Schluss der Sitzung.

Der Protokollführer:

2 Beilagen.

